

CE MONDE QUI BOUGE

Massacre d'Orlando, crime islamiste et/ou homophobe ?

On vit une époque où la primauté en temps réel (et son amplification par Facebook et Twitter, entre autres) donnée aux réactions émotionnelles, à la dénonciation, aux raccourcis, suscités par un événement même de moindre importance, laisse peu de place à la réflexion et à l'analyse. Et permet aux tenants de l'extrémisme de droite et religieux de surfer à leur guise sur n'importe quoi.



Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

Le massacre de la boîte de nuit d'Orlando commis par Omar Mateen, américain d'origine afghane, en est la triste illustration. Il a suffi qu'il prête allégeance à Daesh en appelant par téléphone le 911 (services d'urgence américain) et que Daesh revendique, 24 heures plus tard, à son profit ce crime pour voir aussitôt de nombreux médias conclure, sans questionnement, à une attaque terroriste contre les Etats-Unis.

Pourtant, ce crime de masse a peu à voir avec les attentats de Paris – Charlie Hebdo et le Bataclan – qui étaient des actes préparés et commandités, le premier par l'Aqpa (Al-Qaïda dans la péninsule Arabique), le second par Daesh, et qui impliquaient des commandos et non un loup solitaire. Il n'a rien à voir non plus avec le double assassinat d'un officier de police et de sa femme lundi en région parisienne par un islamiste franco-marocain. Omar Mateen était un habitué de cette boîte de nuit fréquentée par des homosexuels. Lui-même en serait un, rapportent des témoins. L'un d'eux a assuré au *Los Angeles Times* que le tueur utilisait le réseau social gay Jack'd. Plus troublant, le témoignage d'un ancien élève de sa promotion à l'académie de police d'Indian River, où Omar Mateen a étudié en 2006, qui a affirmé au quotidien *Palm Beach Post* qu'il lui avait fait des avances (AFP du 14 juin). D'autres le décrivent comme un raciste notoire envers les Noirs et les juifs. C'était un homme «brutal», confie son ex-femme, manifestant des signes de «maladie mentale», «peut-être dues aux stéroïdes» (*Libération* du 14 juin), un homme plus intéressé par la musculation en salle que par la religion. Qui plus est, aucun lien organique avec Daesh, ni SMS, ni contact via internet avec des islamistes n'a été établi. Et de ce fait, les motivations du tueur restent obscures. De plus, le Ramadhan ne l'a pas empêché de se saouler comme un pochtron.

Tout cela ne semble pas cadrer avec l'image qu'on se fait d'un djihadiste et affaiblit la thèse, en vogue parmi les experts autoproclamés du terrorisme islamiste, d'un loup solitaire s'étant radicalisé sur internet. Selon Jytte Klausen, professeur à l'Université Brandeis, spécialiste de la radicalisation, cité par l'AFP, «le véritable loup solitaire est en général un individu psychotique et très peu de djihadistes sont vraiment psychotiques».

Alors crime de nature homophobe (haine des homosexuels) et/ou islamiste ? Les deux peut-être car l'un peut se nourrir de l'autre. En effet, dans un contexte de montée de l'extrémisme religieux (islamiste ou chrétien) et raciste, n'importe quel psychopathe peut maquiller son crime par des considérations politico-religieuses et revendiquer une appartenance à Daesh ou Al-Qaïda ou à une organisation suprémaciste (prônant la suprématie de la race blanche). Et dans cette affaire, il se pourrait, comme beaucoup d'individus à la personnalité fragile, qu'Omar Mateen ait été conforté dans ses actes par l'écoute à la veille du Ramadhan de l'appel aux «musulmans» de Mohamed Al-Adnani, porte-parole de Daesh, les invitant à tuer les Occidentaux «mécréants».

Rappelons avant de poursuivre que l'islamisme a été remis en selle par l'Occident capitaliste et ses relais moyen-orientaux dans au moins deux occasions : l'invasion de l'Irak en 2003 et aujourd'hui sous nos yeux, les situations libyenne et surtout syrienne, en soutenant activement les salafistes contre le régime de Bachar et partant, en fermant les yeux sur ces milliers de jeunes Européens et autres s'engageant dans le djihad en transitant allègrement par la Turquie, membre de l'Otan. Sans oublier, durant les années 1980, le soutien actif de Washington et ses alliés aux «moudjahidine afghans», dont un certain Ben Laden, contre le «communisme soviétique». De ce fait, Daesh est bien un monstre enfanté par la politique de Washington et de ses alliés occidentaux, arabes et turcs. Et si aujourd'hui, Daesh subit les foudres de ses ex-maîtres, c'est parce qu'il s'est écarté de la feuille de route lui ayant été initialement tracée, à savoir se concentrer exclusivement sur le régime de Bachar.

Cela précisé, le massacre d'Orlando contre les gays n'est pas le premier du genre aux USA. Il y a eu celui d'Upstairs Lounge (Nouvelle-Orléans, 32 morts) en 1973 et d'autres ayant fait moins de victimes. Ajoutons qu'au moins 18% des 12 000 personnes assassinées annuellement aux Etats-Unis, soit plus d'un millier, sont des homosexuels.

Sur le plan politique, de nombreux commentateurs estiment qu'en privilégiant d'emblée la piste de l'attentat djihadiste, la droite et l'extrême-droite religieuse américaine soutenues par la NRA (le lobby de la vente libre des armes) ont cherché à se couvrir en écartant celle de la haine contre les homosexuels : Donald Trump et ses amis, qui tapent sur ces derniers à longueur de journée, ne veulent pas être accusés d'aider par leurs discours homophobes à ce que des cinglés passent à l'acte. D'autant qu'au lendemain du crime d'Omar Mateen, James Howell, 20 ans, lourdement armé, selon la police, s'apprêtait à commettre un bain de sang à la Gay Pride de Los Angeles. C'est dire.

H. Z.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Des déficits chroniques à défaut de leviers de croissance

Au lendemain de la lourde réprimande des walis par le ministre de l'Intérieur, Nouredine Bedoui, lundi dernier, la place des collectivités locales a été remise sur le tapis, hier, par le Forum des chefs d'entreprises à l'occasion de la 10^e édition de «les débats du FCE».

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Occulter l'aspect économique et la valorisation du patrimoine des collectivités locales devient une normalité chez la grande majorité des communes. Le réflexe de la centralisation du budget et du calendrier des investissements est encore très présent chez ses gestionnaires limitant leurs interventions aux services civils de proximité uniquement. Rares sont les walis qui prennent des initiatives ambitieuses afin d'alimenter le développement local et, par là-même, national.

Le directeur des ressources et de la solidarité financière locale au ministère de l'Intérieur, Azzedine Kiri, invité de «Les débats du FCE», a rappelé que la rencontre qui a réuni le Premier ministre et les walis le 29 août 2015, ayant pour objet la responsabilisation de ceux-ci par rapport à leur rôle économique, «n'a pas donné ses fruits». Malgré les instructions données, des exagérations dans l'établissement de budgets orientés vers les dépenses au lieu d'acquiescer des équipements sont toujours à l'ordre du jour et la production propre de richesses n'est toujours pas admise.

Les communes sont oisives et ralentissent plus qu'elles n'encouragent l'investissement dans leur région.



Nouredine Bedoui, ministre de l'Intérieur.

En effet, l'intervenant parle d'aval donné à 158 projets uniquement sur les 14 412 dossiers retenus. La lenteur dans la délivrance des titres de concession et des livrets fonciers démotivent que ce soit les investisseurs fictifs ou les potentiels. Malgré la réduction des délais de délivrance des permis de construire à 20 jours au lieu de 60 jours, les entraves bureaucratiques demeurent nombreuses.

Concrètement, le reproche qui est fait autant aux collectivités locales qu'au Système dans sa globalité est que tout est assujéti à des autorisations. Les obstacles s'étendent aussi au volet réglementaire, dont certaines lois datent des années 1990 d'austérité, faisant que l'entreprise est aujourd'hui doublement et injustement imposée : par l'IBS (impôt sur le bénéfice) et par la TAP (taxe sur l'activité professionnelle). Autant de facteurs qui démotivent les jeunes investisseurs et les poussent vers la sphère de l'informel.

Pour A.Kiri, ce ne sera pas demain la veille que la TAP sera retirée puisqu'elle reste la ressource principale pour les collectivités locales. Cependant, celles-ci ne font pas grand-chose afin de bâtir leur autonomie financière. Mais elles y seront bien obligées car Nouredine Bedoui a averti sur l'arrêt des subventions, «sauf pour les projets de création de richesse avec obligation de remboursement», a précisé l'interlocuteur.

En effet, les collectivités locales et les walis, en leur statut de gestionnaire, «doivent recenser, rentabiliser leur patrimoine et rendre compte de leurs consommations». Evidemment, les communes ne sont pas des administrations mais des opérateurs économiques et enchaîner les déficits ne doit définitivement pas être une normalité. Elles doivent, au contraire, assumer leur place d'agent économique productif et non consommateur, pour constituer un véritable levier de croissance.

N. B.

ACTIONS DE CONTRÔLE DU MINISTÈRE DU COMMERCE
DU 27 MAI AU 5 JUIN 2016

2 759 infractions aux règles de la qualité

Le ministère du Commerce a rendu public, hier, le bilan des actions de contrôle ayant précédé le mois de Ramadhan, soit du 27 mai au 5 juin 2016. Il en ressort un nombre d'interventions de 38 152 pour un nombre d'infractions de l'ordre de 6 931 ayant donné suite à 6 559 procès-verbaux pour une valeur des saisies estimées à 26 millions de DA.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Selon la même source, le montant des transactions commerciales sans factures s'est élevé à 1,04 million de DA. A la suite de ces infractions, les services compétents ont proposé la fermeture de 444 commerces.

Aussi, en matière de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, les services de contrôle ont effectué 18 678 interventions orientées vers les différentes sphères d'approvisionnement. Celles-ci ont permis, précise-t-on, la constatation de 2 759 infractions aux règles de la qualité, se traduisant par l'établissement de 2 611 P-V (procès-verbaux) et la proposition pour la fermeture d'une centaine de locaux commerciaux.



18 678 interventions ont été effectuées.

Les interventions effectuées ont permis la saisie de 70 tonnes de produits non conformes ou impropres à la consommation représentant une valeur de 10 millions de DA. Les principales infractions constatées ont trait au défaut d'hygiène qui vient en tête avec 1 194 cas, soit 43% du total des infractions. Viennent ensuite dans l'ordre, la détention et la mise en vente de produits impropres à la consommation (11%), l'absence d'autocontrôle (7%), le défaut d'étiquetage (8%) et enfin la détention et la mise en vente de produits non conformes avec 5% du taux d'infractions.

Dans le cadre du contrôle des pratiques commerciales, les services de

contrôle du ministère du Commerce ont réalisé 19 474 interventions ayant donné lieu à la constatation de 4 172 infractions sanctionnées par l'établissement de 3 948 P-V et la proposition de fermeture de 345 locaux commerciaux.

Ces interventions ont permis, souligne-t-on, la mise au jour de transactions commerciales sans factures pour un montant de 1 milliard de DA et la saisie de marchandises pour une valeur de 15 millions de DA.

Le défaut de publicité des prix vient en tête des infractions constatées avec 2 162 infractions. S'ensuit le défaut de facturation avec 478 infractions.

Y. D.